



Rapport Annuel 2024





Le travail de DCA n'a jamais été aussi important

L'année 2024 a été marquée par la guerre, la destruction et des souffrances humaines d'une ampleur que nous n'avions pas vue depuis des décennies. La guerre de Poutine en Ukraine s'est poursuivie sans relâche, tandis que Gaza a été réduite en ruines.

DanChurchAid (DCA), avec ses partenaires, a dû naviguer dans des zones de guerre actives pour apporter une aide d'urgence aux victimes de ces deux terribles conflits.

La pression exercée sur les institutions internationales a rendu plus difficile l'application du droit international. Les guerres en Ukraine et à Gaza montrent malheureusement très clairement qui en paie le prix : les civils.

Concentration sur les crises oubliées

Alors que l'attention s'est focalisée sur les points chauds géopolitiques comme l'Ukraine et Gaza, DCA a lutté pour attirer cette attention sur les crises oubliées. En 2024, les guerres

civiles sanglantes en RDC, au Soudan et en Syrie n'ont pas reçu l'attention internationale qu'elles méritent.

Notre programme en Syrie a été presque réduit de moitié car les donateurs se sont tournés vers des conflits plus médiatisés – comme celui en Ukraine. Mais les besoins en Syrie n'ont pas diminué en 2024 pour autant.

Soyons clairs : ni la guerre en Ukraine ni celle à Gaza n'ont reçu plus d'attention qu'elles n'en méritent ; ce sont plutôt les personnes touchées par les crises négligées qui n'en ont pas reçu assez.

Nous unissons les gens autour de l'amour de l'humanité

L'élection présidentielle américaine a ravivé des appels troublants à « l'Amérique d'abord » et a modifié les priorités géopolitiques.

Mais ce qui m'inquiète le plus, ce ne sont pas Trump, Poutine,

les gouvernements antidémocratiques ou les autoritarismes populistes. Ma plus grande peur est l'émergence d'un sentiment collectif de découragement. Que nous perdions foi en notre capacité à faire une différence.

Chez DCA, nous savons que nous pouvons faire une différence, et c'est ce que nous faisons depuis plus de cent ans.

Notre rôle n'est pas seulement d'aider les personnes dans le besoin. C'est aussi de rassembler les gens autour de l'amour de l'humanité et de leur rappeler que nous pouvons agir contre l'injustice — localement et globalement, à un moment où les besoins en aide d'urgence sont plus importants que jamais.

C'est pourquoi le travail de DCA n'a jamais été aussi essentiel.

Jonas Nøddekær, Secrétaire général, avril 2025


01

Résultats
p. 4


02

Responsabilité sociale
p. 15


03

Validation du rapport
p. 16


04

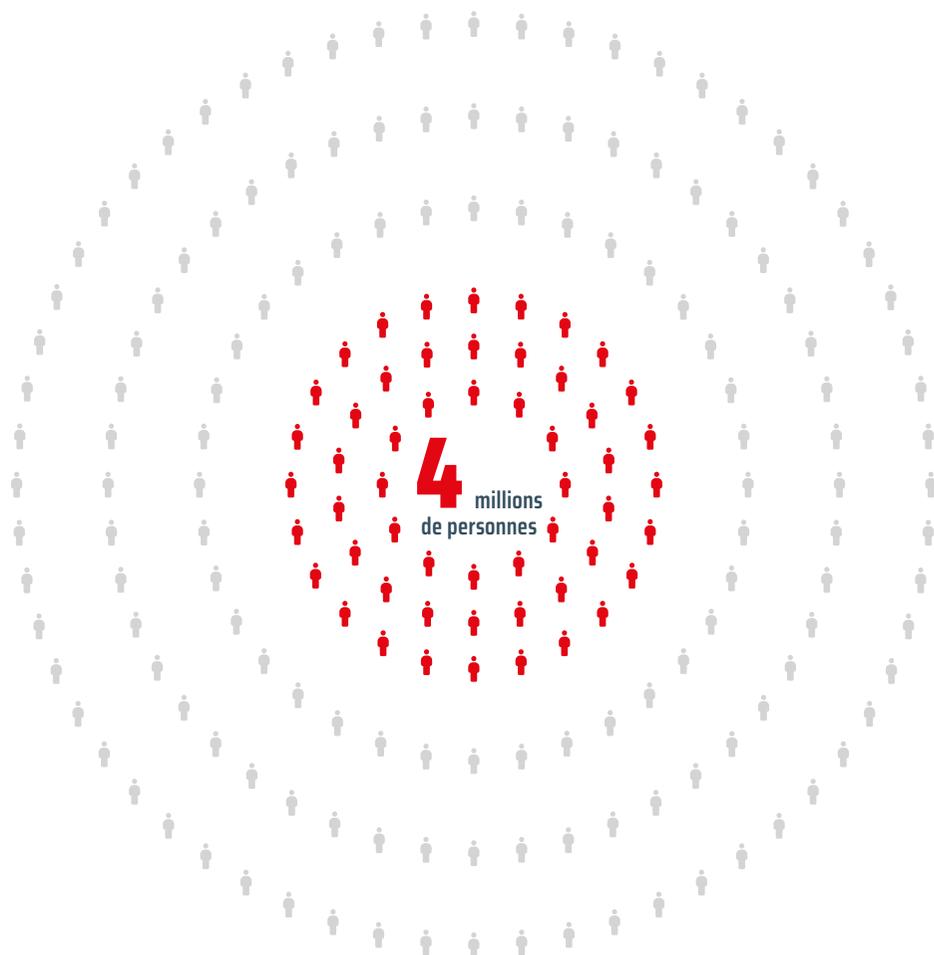
États financiers 2024
p. 19

Nom de l'organisation: DanChurchaid / Meldahls­gade 3, 3ème et 4ème étage / 1613 Copenhague V / Téléphone +45 33 15 28 00 / www.danchurchaid.org / CVR no. 36 98 02 14 / Conseil d'administration: Marianne Hoff Andersen (Presidente) / Solvej Gasseholm Bang (Vice-­Presidente) / Jonas Kolby Laub Kristiansen (Trésorier) / Sofie Næsdorf* (représentant des employés) / Torben Hjul Andersen / Søren Hindbo / Peter Damgaard Jensen / Lone Riisgaard / Christine Ravn Lund / Astrid Kjeldgaard-Pedersen /

Conseil exécutif: Jonas Nøddekær (Secrétaire général) / Karin Elisabeth Lind / Cecilie Bjørnskov-Johansen / Roger Fasth / Lars Lindholm / Jakob Dyhr Zangenberg
Auditeur: PricewaterhouseCoopers Statsautoriseret Revisionspartnerselskab / Strandvejen 44 / 2900 Hellerup / Exercice financier : 1 janvier – 31 décembre / Banque : Danske Bank / Holmens Kanal 2 / 1090 Copenhague C

Photo de la première page : Jesper Houborg: Sura, 7 ans, et sa grand-mère fuyant la guerre civile au Soudan

Nous soutenons **4 millions de personnes** directement. Mais les bienfaits vont bien au-delà.



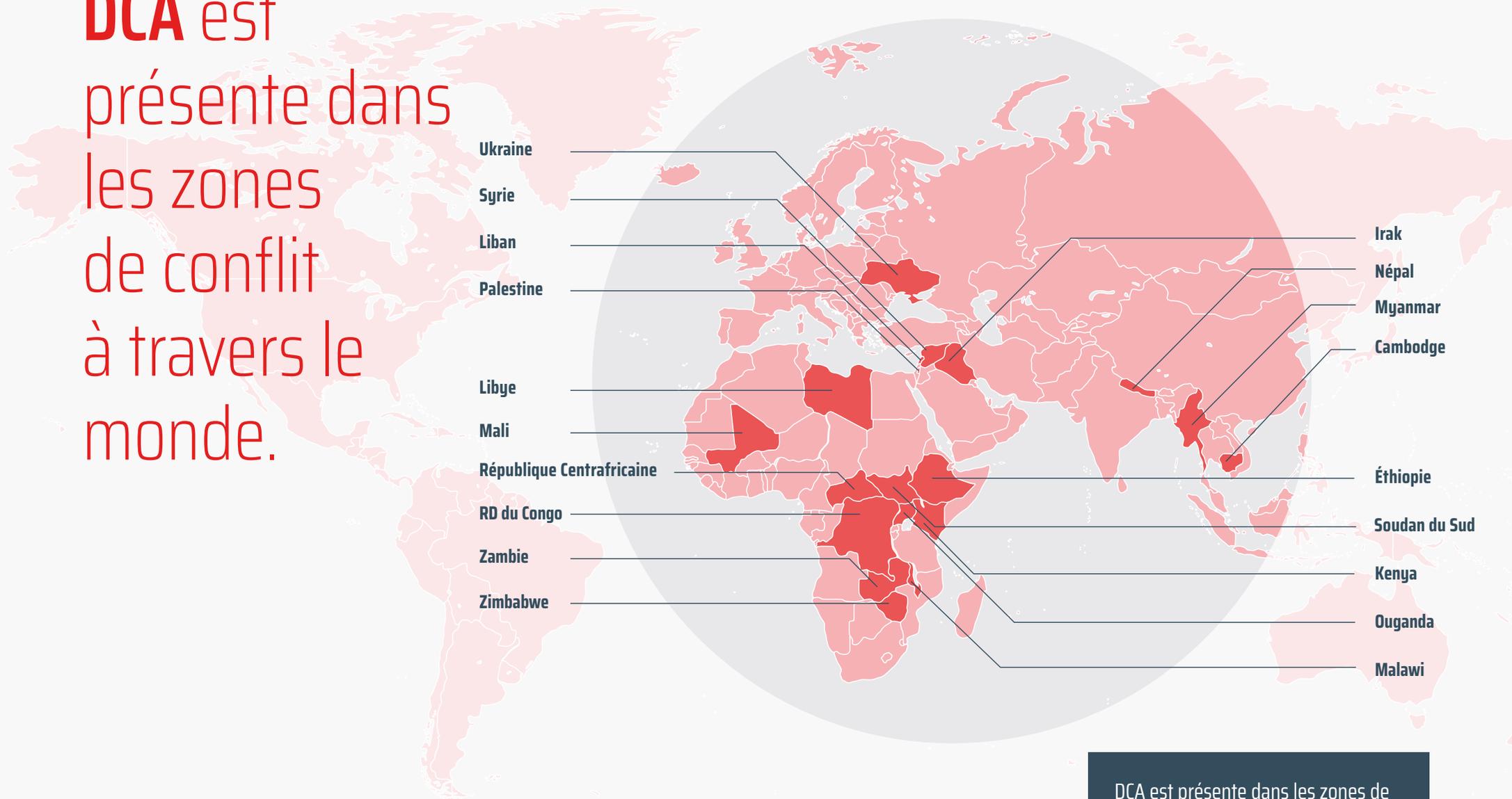
En 2024, DCA a apporté un soutien direct à 4 millions de personnes. Mais l'impact de notre travail dépasse de loin les personnes que nous aidons directement – il se propage comme des cercles dans l'eau. Lorsque nous donnons des rations alimentaires à un parent, toute la famille en bénéficie. Lorsque nous donnons accès à de l'eau potable à un village, c'est toute la communauté qui est renforcée.

Au total, en 2024, nous avons amélioré indirectement les conditions de vie de 10 millions de personnes supplémentaires dans les zones de conflit.

Soutien direct: personnes bénéficiant directement d'une ou plusieurs activités financées par DCA.

Soutien indirect: personnes bénéficiant indirectement d'une ou plusieurs activités financées par DCA.

DCA est présente dans les zones de conflit à travers le monde.

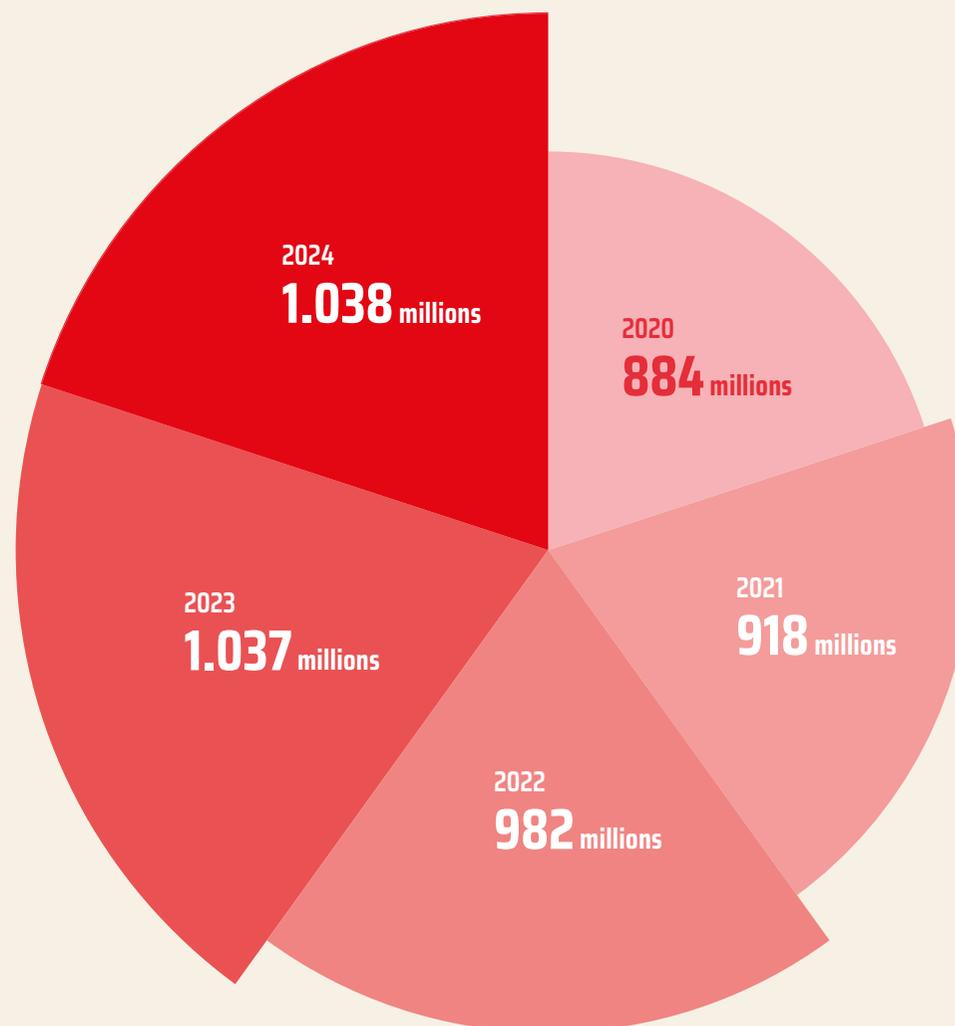


DCA est présente dans les zones de conflit à travers le monde avec des bureaux nationaux dans 19 pays.

Des produits stables

En 2024, les produits de DCA se sont élevés à 1.038 millions de DKK. Cela nous a permis de continuer à fournir une aide vitale aux personnes dans le besoin. Nous avons travaillé avec plus de 200 partenaires – des organisations locales, des églises et des entreprises – et avec des projets mis en œuvre par DCA elle-même, y compris le déminage humanitaire, dans de nombreuses zones de conflit dans le monde.

L'implication de DCA dans l'Alliance ACT, ainsi que son rôle de chef de file, contribuent à garantir la qualité et la responsabilité de notre travail. L'Alliance ACT regroupe 140 organisations humanitaires et confessionnelles dans le monde entier engagées dans le développement, l'aide humanitaire d'urgence et le plaidoyer.



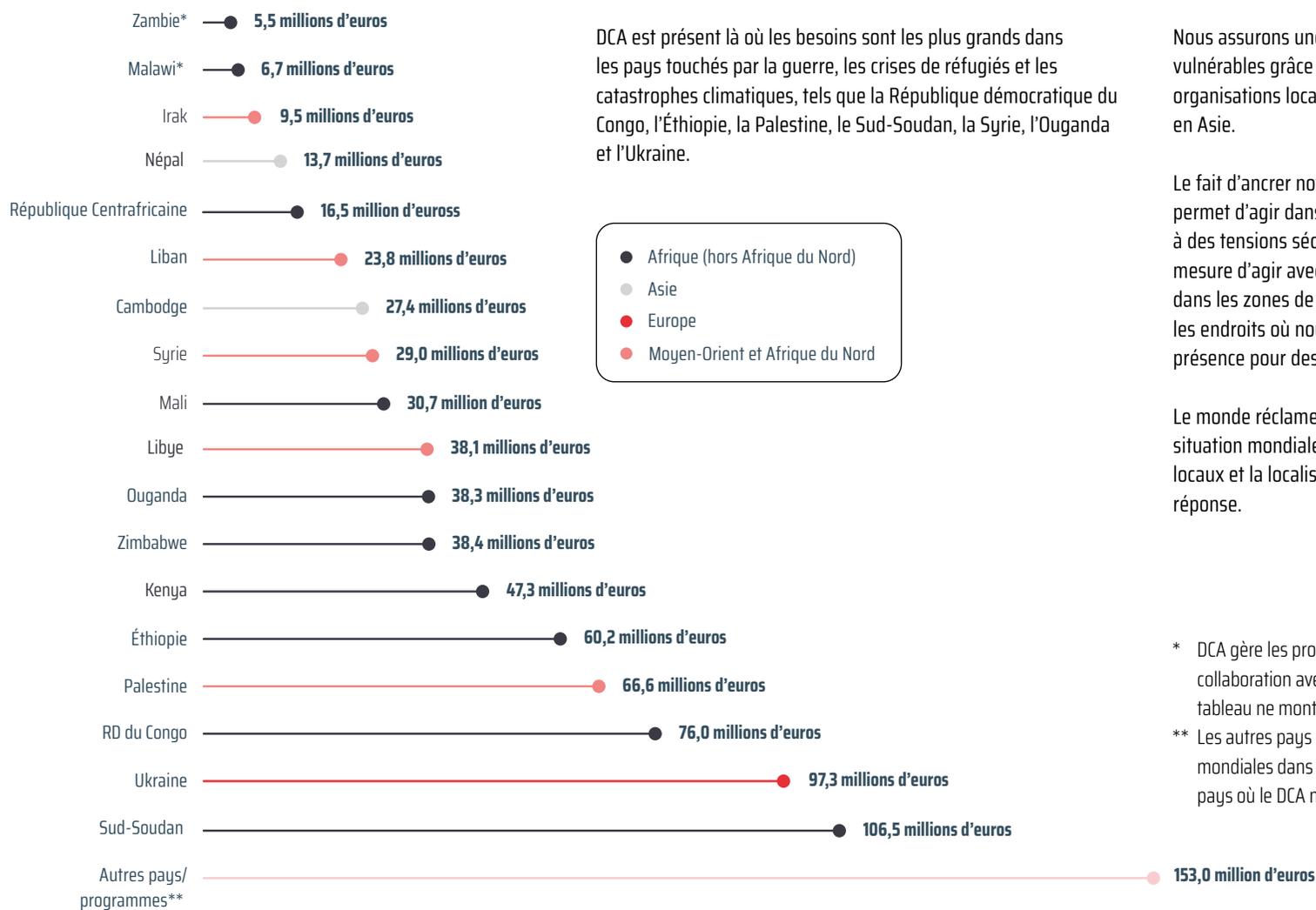


Le conflit à Gaza a forcé des millions de personnes à fuir et des villes entières ont été rasées.

En 2024, DCA a poursuivi son soutien humanitaire à la population civile de Gaza, malgré un accès très restreint.

Dans les années à venir, une tâche colossale nous attend: débarrasser les ruines des munitions non explosées, qui constituent une menace pour la sécurité des civils - même lorsque les bombes cesseront de tomber.

Dépenses par pays



DCA est présent là où les besoins sont les plus grands dans les pays touchés par la guerre, les crises de réfugiés et les catastrophes climatiques, tels que la République démocratique du Congo, l'Éthiopie, la Palestine, le Sud-Soudan, la Syrie, l'Ouganda et l'Ukraine.

Nous assurons une aide d'urgence et un soutien aux populations vulnérables grâce à des partenariats solides avec des organisations locales en Europe, en Afrique, au Moyen-Orient et en Asie.

Le fait d'ancrer notre travail dans des partenariats locaux nous permet d'agir dans un monde de plus en plus instable, en proie à des tensions sécuritaires et géopolitiques. Nous sommes en mesure d'agir avec souplesse et d'apporter une aide d'urgence dans les zones de conflit les plus critiques au monde, même dans les endroits où nous ne pouvons pas communiquer sur notre présence pour des raisons de sécurité et de politique.

Le monde réclame de nouvelles solutions humanitaires dans une situation mondiale de plus en plus complexe, et les partenaires locaux et la localisation constituent une partie importante de la réponse.

* DCA gère les programmes nationaux au Malawi et en Zambie en collaboration avec notre organisation sœur, Norwegian Church Aid. Le tableau ne montre que les contributions du DCA.

** Les autres pays et initiatives couvrent diverses initiatives et activités mondiales dans des pays autres que ceux mentionnés, y compris des pays où le DCA n'a pas de bureau national.



En 2024, DCA a travaillé dans le camp de réfugiés de Lushagala, dans l'est de la République démocratique du Congo. Le camp est situé à côté d'une immense décharge, où les enfants jouent. DCA soutient les familles financièrement et en distribuant des couvertures, des serviettes hygiéniques et des abris.

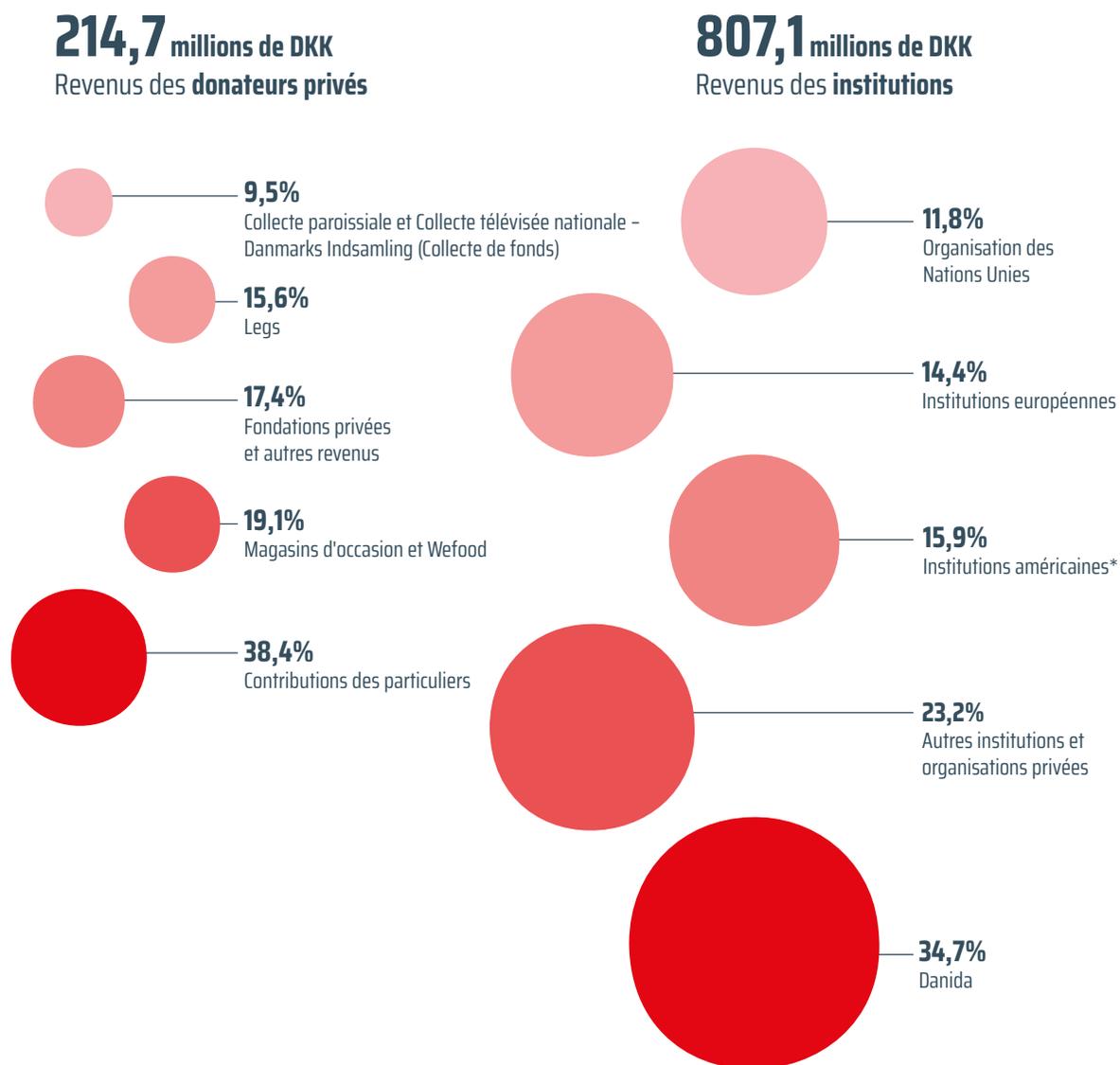
Produits par donateurs et des partenaires

Le travail de DCA dans les zones de conflit est rendu possible grâce à une base de donateurs large et solide.

Grâce au financement du gouvernement danois, de l'UE, des bailleurs des fonds américains, des Nations unies et des fondations caritatives - notamment la Fondation Novo Nordisk et la Fondation Augustinus - DCA était bien préparé à naviguer dans une situation mondiale de plus en plus complexe.

Le plus grand bailleur des fonds de DCA a été une fois de plus Danida, qui a apporté une contribution record de 279,8 millions de couronnes danoises.

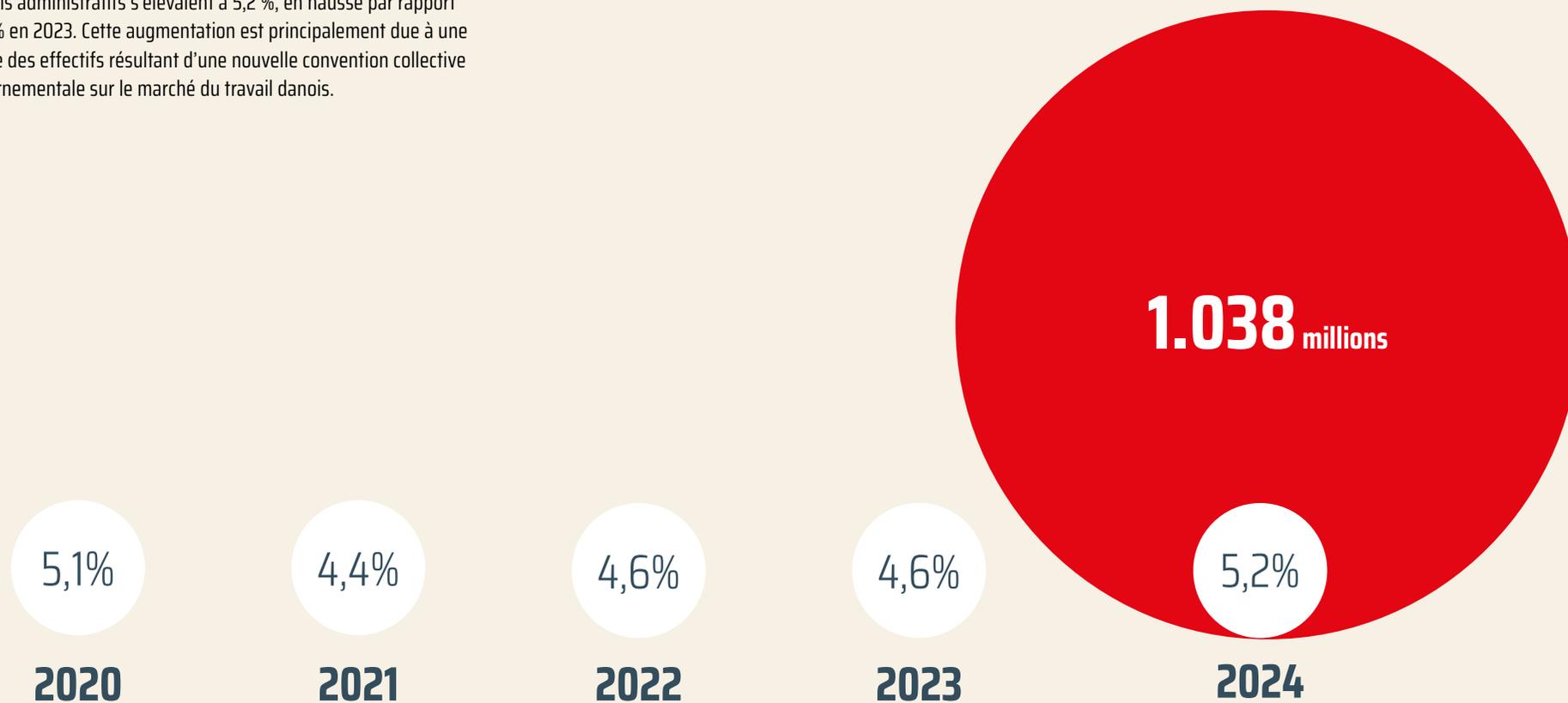
Le peuple danois a également montré son soutien continu au travail d'aide d'urgence, avec des dons privés totalisant 82,5 millions de DKK, ce qui correspond à 38,4 % de nos produits provenant de donateurs privés.

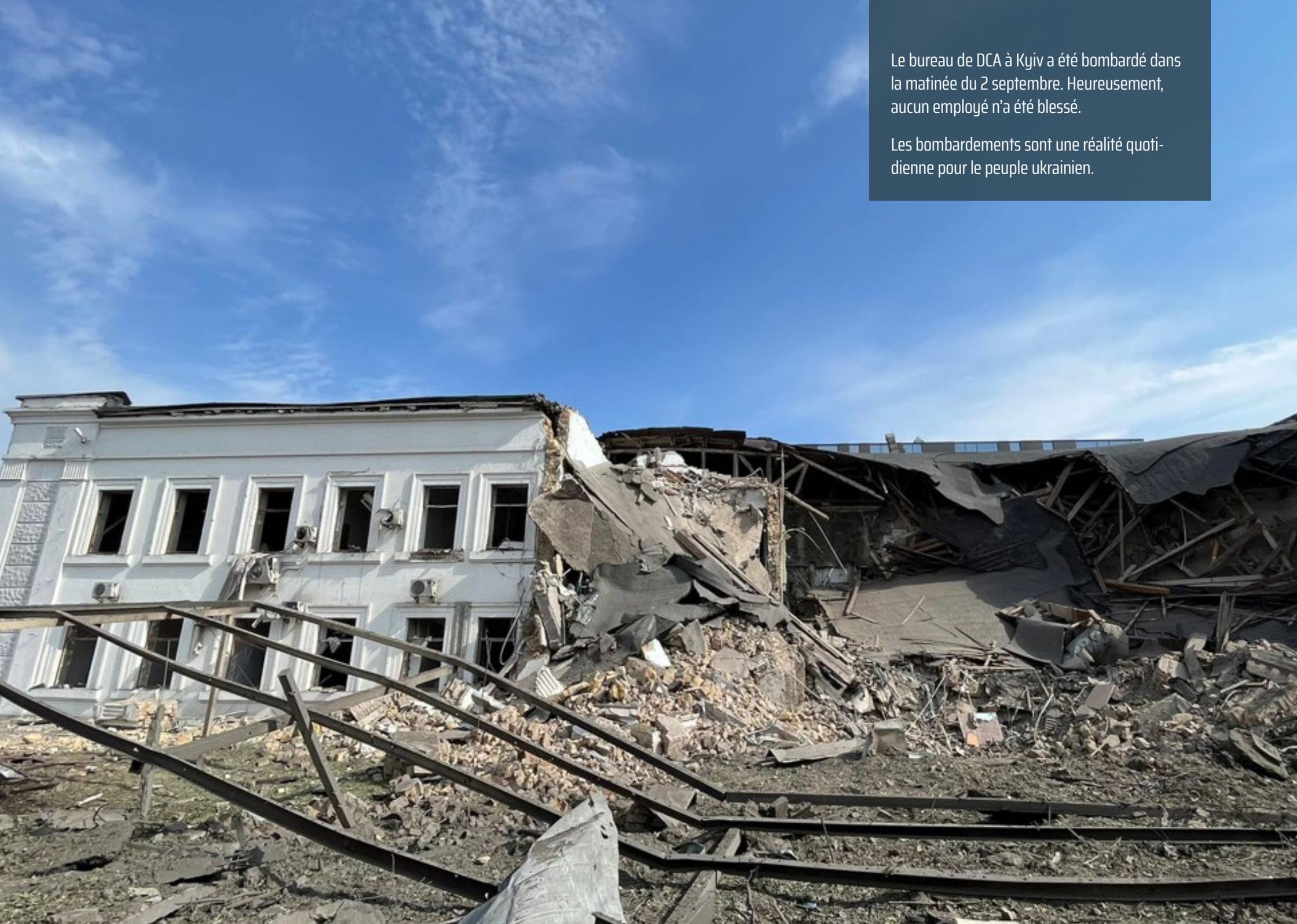


* L'arrêt des programmes de l'USAID par l'administration Trump entraînera une baisse significative des produits provenant des institutions américaines en 2025.

Frais administratifs

Les frais administratifs s'élevaient à 5,2 %, en hausse par rapport à 4,6 % en 2023. Cette augmentation est principalement due à une hausse des effectifs résultant d'une nouvelle convention collective gouvernementale sur le marché du travail danois.





Le bureau de DCA à Kyiv a été bombardé dans la matinée du 2 septembre. Heureusement, aucun employé n'a été blessé.

Les bombardements sont une réalité quotidienne pour le peuple ukrainien.

Magasins de seconde main et ateliers WeCraft

Magasins de seconde main

En 2024, les 105 magasins de seconde main de DCA ont réalisé un chiffre d'affaires de 55 millions de DKK et un bénéfice de 31 millions de DKK.

Cela s'approche du chiffre d'affaires record de 2023 et constitue, une fois de plus, un résultat impressionnant rendu possible par le travail inlassable de nos nombreux bénévoles dans les magasins.

Nouveau centre logistique

Nous avons franchi une étape importante vers un fonctionnement plus efficace et durable de nos magasins de seconde main en regroupant trois entrepôts situés en Zélande en un grand entrepôt central unique à Albertslund.



Le Secrétaire général Jonas Nøddekær en activité dans le magasin de seconde main de Kåstrup, qui a enregistré en 2024 un chiffre d'affaires record de 2,1 millions de DKK.

Photo: Jesper Houborg

Depuis cet entrepôt, les vêtements et autres articles de seconde main sont triés et distribués à nos magasins à travers la Zélande. L'entrepôt gère également les denrées alimentaires excédentaires destinées aux magasins Wefood.

Avec ce nouvel entrepôt, nous assumons davantage de responsabilité pour les textiles que nous collectons dans nos conteneurs de vêtements recyclables. Nous veillons à ce que ces textiles soient recyclés, surcyclés ou réutilisés dans d'autres produits.

DCA disposait déjà d'un entrepôt central à Viby, qui s'occupe du tri des vêtements et du stockage des denrées alimentaires au Jutland.

Surcyclage à Amager

En 2024, le nouveau réseau de jeunes de DCA a mis en place des ateliers WeCraft, destinés aux 18-30 ans intéressés par le recyclage et le surcyclage.

Dans le magasin Wefood d'Amager, les jeunes réparent des textiles et transforment des matériaux en vêtements de mode recyclés.

Les intervenants varient à chaque atelier. En novembre, la pasteur de rue Liane Zimsen Dambo a montré comment utiliser des bandes et des élastiques pour ajuster des robes et des pantalons à différentes tailles.

105 magasins
chiffre d'affaires de
55 millions de DKK

Partenariats et bénévoles

Wefood

En 2024, les six magasins Wefood de DCA ont généré un chiffre d'affaires de 8,0 millions de DKK. Ce faisant, 360 tonnes de denrées alimentaires, données par nos quelque 80 fournisseurs, ont été sauvées de la poubelle.

Nous avons de grandes ambitions pour contribuer davantage à la réduction du gaspillage alimentaire au Danemark et utiliser les recettes pour lutter contre la faim dans le monde.

Nouveau partenariat contre le gaspillage alimentaire

En 2024, Wefood a conclu un nouveau partenariat, FoodPlus, avec le groupe Salling ainsi qu'avec la Banque Alimentaire et Stop Waste Locally, qui luttent contre le gaspillage alimentaire via la distribution des surplus à travers le pays.

Cela signifie que, à l'avenir, les 700 magasins Bilka, Føtex et Netto feront partie d'une solution nationale contre le gaspillage alimentaire.

Les 700 magasins seront liés à l'un des trois partenaires, et nous collaborerons étroitement sur la distribution et la logistique.

À long terme, d'autres chaînes de distribution pourraient rejoindre le partenariat, rapprochant ainsi l'ambition de DCA d'ouvrir davantage de magasins Wefood dans les grandes villes danoises.

Notre base de bénévoles

Les magasins Wefood ne peuvent fonctionner sans bénévoles, et en 2024, DCA comptait 4 500 bénévoles passionnés soutenant les boutiques.

Ces bénévoles sont essentiels pour que DCA puisse continuer à soutenir les populations dans les zones de conflit à travers le monde.

Leur travail est varié, allant de la gestion des magasins à la participation aux activités paroissiales.

En 2024, les nombreux organisateurs de collectes ont recruté 10 000 collecteurs pour la collecte paroissiale et ont recueilli 10,3 millions de DKK.



Photo: Lars Horn, Baghuset Pressefoto

Gert Møller fait partie des nouveaux chauffeurs bénévoles de Wefood Aalborg, qui récupèrent les marchandises auprès de fournisseurs locaux. DCA compte 4.500 bénévoles.

Responsabilité sociale

Action et responsabilité climatiques

En 2024, nous avons poursuivi notre travail de plaidoyer international afin d'inciter les gouvernements et le secteur privé à adopter des objectifs ambitieux de réduction des émissions de gaz à effet de serre et à accroître le financement de l'adaptation au changement climatique.

DCA a organisé une table ronde avec des partenaires internationaux, des ministres, des hauts fonctionnaires et des organisations climatiques de premier plan du monde entier, en lien avec la Réunion ministérielle annuelle sur le climat à Copenhague, qui préparait la COP29 à Bakou.

Nous avons poursuivi la mise en œuvre de notre propre politique climatique. Des panneaux solaires ont été installés dans plusieurs bureaux pays et les émissions liées aux voyages aériens ont été compensées via notre projet de reforestation et d'adaptation climatique en Ouganda.

Plusieurs entreprises danoises, dont le club de football AGF, ont rejoint notre projet d'adaptation climatique en Ouganda.

Protection et sécurité des données

DCA dispose d'un consultant spécialisé en protection des données, qui met en œuvre des mesures de protection dans toute l'organisation.

Pour sensibiliser et fournir des directives sur la gestion des données, un module de formation en ligne a été développé, ainsi qu'une politique de confidentialité interne applicable à tous les employés et partenaires.

Nous suivons en permanence nos activités de traitement des données via le système logiciel Wired Relations afin de maîtriser et surveiller les risques.

Nous sommes également en train de réviser notre politique de sécurité informatique et de développer une stratégie plus large en matière de sécurité de l'information pour 2025. Ces travaux incluront aussi des discussions sur les risques liés à la sécurité ainsi que, potentiellement, sur l'éthique des données.

Satisfaction des employés

En 2024, DCA a réalisé une enquête de satisfaction auprès des employés dans toute l'organisation.

L'objectif est de garantir un environnement de travail attractif, inclusif et satisfaisant.

L'enquête a notamment mesuré la satisfaction en termes d'engagement, de charge de travail et de sentiment d'appartenance à DCA.

Toutes les unités ont suivi les résultats et élaboré des plans d'action pour maintenir et renforcer la satisfaction.

Diversité, inclusion et sentiment d'appartenance

En 2024, DCA a œuvré au renforcement de la diversité, de l'inclusion et du sentiment d'appartenance dans l'organisation, notamment en intégrant des questions sur ces sujets dans les entretiens annuels de développement des employés.

Nous avons également mis l'accent sur la diversité et l'inclusion dans notre communication. Celle-ci repose sur une approche éthique et fondée sur les droits, s'appuyant sur les principes d'authenticité et de crédibilité, de respect des perspectives individuelles et de représentation.

Enfin, nous avons établi des lignes directrices pour garantir que les partenaires et les titulaires de droits participent à la création des contenus de communication sur la base d'un consentement éclairé.



Déclaration de la direction

Nous, soussignés, avons examiné et approuvé ce jour le rapport annuel de DanChurchAid pour l'exercice du 1er janvier au 31 décembre 2024.

Le rapport annuel a été établi et présenté conformément à la Loi danoise sur les états financiers et à l'arrêté ministériel n°1701 du 21 décembre 2010 du ministère de la Culture sur les conditions financières et administratives applicables aux bénéficiaires de subventions de fonctionnement.

Nous estimons que les états financiers présentent une image fidèle de la situation financière de l'organisation, de ses actifs et passifs au 31 décembre 2024, ainsi que des résultats de l'activité de l'organisation pour l'exercice du 1er janvier au 31 décembre 2024. Selon nous, le

rapport de gestion donne une image juste des éléments présentés. L'organisation a mis en place des lignes directrices et procédures garantissant que les transactions rapportées dans les états financiers ont été effectuées conformément aux subventions attribuées, aux lois et autres réglementations, ainsi qu'aux accords conclus et aux pratiques habituelles. De plus, des lignes directrices et procédures ont été mises en place pour s'assurer que les fonds couverts par les états financiers sont gérés avec une diligence financière appropriée. Les collectes de l'organisation ont été effectuées conformément à son autorisation de collecte, à la Loi sur les collectes et à l'arrêté exécutif correspondant.

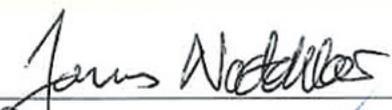
Nous considérons que les comptes de collecte établis au profit des objectifs de l'organisation pour la période du 1er janvier au 31

décembre 2024 ont été préparés conformément aux dispositions comptables de l'Arrêté n°160 du 26 février 2020 et à la Loi sur les collectes.

L'organisation a mis en place des lignes directrices et procédures garantissant que les décisions relatives aux fonds reçus sont conformes aux subventions notifiées, aux lois, aux réglementations et aux accords, ainsi qu'aux pratiques établies. Des procédures garantissent également une gestion financière responsable de ces fonds.

Nous recommandons l'adoption du rapport annuel par l'assemblée générale annuelle.

Copenhague, le 8 avril 2025


Jonas Vejsager Nøddekær - General Secretary

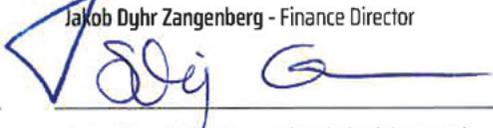

Marianne Hoff Andersen - Chair of the Board

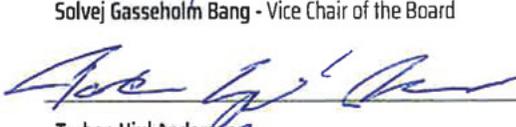

Sofie Næsdorf


Peter Damgaard Jensen


Christine Ravn Lund

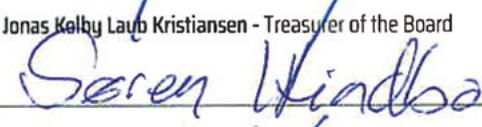

Jakob Dyhr Zangenberg - Finance Director


Solvej Gasseholm Bang - Vice Chair of the Board


Torben Hjul Andersen


Lone Riisgaard


Jonas Kolby Laur Kristiansen - Treasurer of the Board


Søren Hindbo


Astrid Kjeldgaard-Pedersen

Rapport de l'auditeur indépendant

À l'attention de la direction de DanChurchAid

Opinion

Nous estimons que les états financiers donnent une image fidèle de la situation financière de l'organisation au 31 décembre 2024 ainsi que des résultats de ses activités pour l'exercice du 1er janvier au 31 décembre 2024, conformément à la Loi danoise sur les états financiers et à l'Arrêté ministériel danois n°1701 du 21 décembre 2010 sur les conditions financières et administratives applicables aux bénéficiaires de subventions de fonctionnement émis par le Ministère danois de la Culture.

Nous avons audité les états financiers de DanChurchAid pour l'exercice du 1er janvier au 31 décembre 2024, comprenant le compte de résultat, le bilan et les annexes, y compris un résumé des principales méthodes comptables (« états financiers »).

Fondement de l'opinion

Notre audit a été effectué conformément aux Normes internationales d'audit (ISA), aux exigences supplémentaires applicables au Danemark, ainsi qu'aux normes d'audit public, l'audit étant réalisé sur la base des dispositions de l'Arrêté ministériel danois n°1701 du 21 décembre 2010 émis par le Ministère de la Culture.

Nos responsabilités au titre de ces normes et exigences sont décrites plus en détail dans la section « Responsabilités de l'auditeur concernant l'audit des états financiers » du présent rapport.

Nous sommes indépendants de l'organisation conformément au Manuel du Code international de déontologie des professionnels comptables du Conseil des normes internationales de déontologie comptable (Code IESBA) ainsi qu'aux exigences éthiques complémentaires applicables au Danemark. Nous avons rempli nos autres responsabilités éthiques conformément à ces exigences et au Code IESBA.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Déclaration sur le rapport de gestion

La direction est responsable du rapport de gestion.

Notre opinion sur les états financiers ne couvre pas le rapport de gestion, et nous n'exprimons aucune forme d'assurance à ce sujet. Dans le cadre de notre audit des états financiers, notre responsabilité est de lire le rapport de gestion et d'évaluer s'il présente une incohérence significative avec les états financiers ou les informations obtenues au cours de l'audit, ou s'il semble par ailleurs comporter une inexactitude matérielle.

Il est également de notre responsabilité de vérifier si le rapport de gestion contient les informations exigées par la Loi danoise sur les états financiers et l'Arrêté ministériel danois n°1701 du 21 décembre 2010.

Sur la base des travaux effectués, nous estimons que le rapport de gestion est conforme aux états financiers et a été rédigé conformément aux exigences de la Loi danoise sur les états financiers et de l'Arrêté ministériel danois n°1701 du 21 décembre 2010. Nous n'avons identifié aucune inexactitude matérielle dans le rapport de gestion.

Responsabilités de la direction concernant les états financiers

La direction est responsable de l'établissement d'états financiers donnant une image fidèle conformément à la Loi danoise sur les états financiers et à l'Arrêté ministériel danois n°1701 du 21 décembre 2010 émis par le Ministère de la Culture, ainsi que de la mise en place des contrôles internes qu'elle juge nécessaires pour permettre la production d'états financiers ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de l'établissement des états financiers, il revient à la direction

d'évaluer la capacité de l'organisation à poursuivre son exploitation, de fournir, le cas échéant, des informations sur la continuité d'exploitation, et d'appliquer le principe de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'organisation ou de cesser ses activités, ou si aucune solution réaliste ne s'offre à elle.

Responsabilités de l'auditeur dans le cadre de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir une assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives, qu'elles soient dues à une fraude ou à une erreur, et d'émettre un rapport sur notre opinion d'audit. L'assurance raisonnable est un niveau élevé d'assurance, mais elle ne garantit pas qu'un audit réalisé conformément aux normes NIA, aux exigences supplémentaires applicables au Danemark et aux normes d'audit public (basées sur l'arrêté ministériel danois n° 1701 du 21 décembre 2010) détectera toujours une inexactitude importante lorsqu'elle existe.

Les inexactitudes peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles puissent, individuellement ou globalement, influencer les décisions économiques prises par les utilisateurs sur la base des états financiers.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes ISA et aux exigences supplémentaires applicables au Danemark, ainsi qu'aux normes d'audit public, étant donné que l'audit a été réalisé conformément aux dispositions du décret danois n° 1701 du 21 décembre 2010 publié par le ministère danois de la culture, nous exerçons un jugement professionnel et maintenons un scepticisme professionnel tout au long de l'audit. En outre, nous :

- Identifions et évaluons les risques d'anomalies significatives

dans les états financiers, qu'ils résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et obtenons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de ne pas détecter une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer une collusion, une falsification, des omissions intentionnelles, des déclarations erronées ou un contournement des contrôles internes.

- Acquérons une compréhension des contrôles internes pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'organisation.
- Évaluons le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables et des informations connexes fournies par la direction.
- Concluons sur le caractère approprié de l'utilisation, par la direction, du principe de continuité d'exploitation pour l'établissement des états financiers et, sur la base des éléments probants obtenus, déterminons s'il existe une incertitude significative liée à des événements ou des conditions susceptibles de remettre en cause la capacité de l'organisation à poursuivre son exploitation. Si nous concluons qu'une incertitude significative existe, nous devons attirer l'attention dans notre rapport d'audit sur les informations fournies à ce sujet dans les états financiers, ou, si ces informations sont inadéquates, modifier notre opinion. Nos conclusions reposent sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport d'audit. Toutefois, des événements ou des conditions futures peuvent entraîner l'incapacité de l'organisation à poursuivre son exploitation.
- Évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies, et déterminons si les états financiers reflètent les opérations et événements sous-jacents d'une manière donnant une image fidèle.

Nous communiquons avec les responsables de la gouvernance, notamment au sujet de l'étendue et du calendrier prévus de l'audit ainsi que des constatations significatives de l'audit, y compris toute faiblesse significative du contrôle interne que nous identifions au cours de notre audit.

Rapport sur d'autres obligations légales et réglementaires

Déclaration sur l'audit de conformité et l'audit de performance

La direction est responsable de s'assurer que les opérations financières incluses dans les états financiers sont conformes aux subventions accordées, à la législation et aux autres réglementations, ainsi qu'aux accords conclus et aux pratiques généralement admises. La direction est également responsable de la bonne gestion financière des fonds et du fonctionnement de l'organisation couverts par les états financiers. À cet effet, elle doit mettre en place des systèmes et des processus favorisant l'économie, la productivité et l'efficacité.

Dans le cadre de notre audit des états financiers, il nous incombe d'effectuer un audit de conformité et un audit de performance conformément aux normes d'audit public. Cela implique que nous évaluons le risque de violations significatives des lois dans les opérations couvertes par les états financiers, ou de déficiences significatives de performance dans les systèmes et processus mis en place par la direction. Sur la base de cette évaluation des risques, nous déterminons les sujets spécifiques sur lesquels nous effectuerons un audit de conformité ou un audit de performance.

Lors d'un audit de conformité, nous vérifions avec une assurance raisonnable si les opérations incluses dans les sujets sélectionnés sont conformes aux dispositions applicables relatives aux subventions, à la législation, aux autres réglementations, aux accords conclus et aux pratiques généralement admises. Lors d'un audit de performance, nous évaluons avec une assurance raisonnable si les systèmes, processus ou opérations comprises dans le sujet traité soutiennent une gestion financière responsable dans le fonctionnement de l'organisation et dans l'administration des fonds couverts par les états financiers.

Notre audit de chaque sujet sélectionné vise à obtenir des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder une opinion avec une assurance raisonnable en ce qui concerne le sujet en question. Un audit ne peut fournir une assurance absolue que toutes les infractions à la législation ou toutes les défaillances de performance seront détectées.

Étant donné que nous avons uniquement effectué des audits de conformité et de performance sur les sujets sélectionnés, nous ne formulons aucune assurance quant à l'existence éventuelle d'infractions significatives à la législation ou de défaillances de performance dans des domaines en dehors du champ des sujets sélectionnés.

Si, sur la base des travaux effectués, nous concluons que notre audit donne lieu à des observations critiques significatives, nous sommes tenus d'en faire état dans la présente déclaration.

Nous n'avons aucune observation critique significative à formuler à cet égard.

Hellerup, le 8 avril 2025

PricewaterhouseCoopers
Statsautoriseret Revisionspartnerselskab
CVR No 33 77 12 31



Søren Alexander
State Authorised Public Accountant
mne42824



Mette Buskbjerg Gade
State Authorised Public Accountant
mne47828

Le rapport de l'auditeur est traduit de l'anglais vers le français. Les signatures figurant sur le rapport ont été apposées sur les versions danoise et anglaise du rapport. Vous pouvez consulter le rapport en anglais ici : <https://www.noedhjaelp.dk/wp-content/uploads/sites/2/2025/05/annual-report-2024-uk.pdf>

États financiers annuels 2024

Chiffres clés 2020-2024	2024	2023	2022	2021	2020
en millions de DKK					
Produits des institutions	807	816	786	739	710
Produits des donateurs privés, etc.	215	210	187	163	160
Autres produits	16,7	11,3	9,1	15,9	14,7
Produits totaux	1.038,5	1.037,4	981,6	917,9	884,4
Action humanitaire	884,5	882,5	842,0	778,0	742,3
Information et collecte de fonds, etc.	94,3	86,5	78,9	74,2	73,8
Résultat de l'exercice	3,4	22,0	2,0	15,4	23,7
Fonds propres	178,0	174,6	152,6	150,6	135,2
Total de l'actif	947,1	708,4	754,4	657,2	603,3
Frais administratifs (%)	5,2%	4,6%	4,6%	4,4%	5,1%
Marge bénéficiaire (%)	0,3%	2,1%	0,2%	1,7%	2,7%
Solvabilité (%)	18,8%	24,6%	20,2%	22,9%	22,4%
Liquidité (%)	121,6%	131,3%	124,0%	128,4%	129,5%
Fonds propres / produits (%)	17,1%	16,8%	15,5%	16,4%	15,3%
Marge de sécurité financière*	171,2	201,6	183,1	184,9	172,9

DCA vise un développement financier sain afin de répondre efficacement aux crises mondiales tout en garantissant un développement durable. Grâce à la stabilité financière et à des investissements stratégiques, nous pouvons renforcer nos actions dans les zones les plus vulnérables du monde.

Notre stratégie mondiale pour 2023-2026 fixe des objectifs en matière de croissance du chiffre d'affaires, de résultat net, de solidité et de liquidité. Une augmentation du chiffre d'affaires signifie une plus grande capacité à aider davantage de personnes, tandis que de solides indicateurs financiers assurent notre crédibilité auprès des bailleurs institutionnels et des partenaires de coopération.

Le rapport annuel 2024 montre que, malgré un monde imprévisible, nous sommes capables de faire face aux défis économiques avec stabilité.

* La marge de sécurité financière est la somme de la liquidité, des titres et des subventions de projets à recevoir, moins les dettes liées aux projets.

Analyse financière

Résultat net

Le résultat net pour l'année 2024 s'élève à 3,4 millions de DKK – un résultat inférieur à celui de l'année précédente. Cela reflète les défis de plus en plus complexes auxquels nous sommes confrontés, où les catastrophes climatiques, les crises oubliées et les conflits en escalade rendent notre travail plus nécessaire que jamais.

Produits

Des produits records malgré une conjoncture difficile

En 2024, les produits totaux de DCA ont atteint un niveau historique de 1.038,5 millions de DKK, témoignant d'un fort soutien tant de la part des bailleurs institutionnels que des nombreux Danois qui soutiennent notre mission d'aider les populations les plus vulnérables dans le monde.

Subventions institutionnelles

Les produits totaux provenant des bailleurs institutionnels se sont élevés à 807,1 millions de DKK, soit une baisse de 8,7 millions de DKK par rapport à l'année précédente. Danida a contribué à hauteur de 279,8 millions de DKK, l'UE à 116,4 millions de DKK, et les institutions basées aux États-Unis, les Nations Unies ainsi que d'autres bailleurs internationaux ont fourni un total de 410,9 millions de DKK. Ces fonds permettent de fournir une aide vitale, notamment aux personnes déplacées.

Soutien public record au Danemark

Avec 214,7 millions de DKK collectés, les Danois ont une fois de plus démontré leur profond engagement à lutter contre la pauvreté et l'injustice. Notre collecte annuelle dans les paroisses a été un grand succès, récoltant 10,3 millions de DKK, et nos magasins de seconde main ainsi que les magasins Wefood ont généré un bénéfice solide de 41,1 millions de DKK.

Les dons issus de legs s'élèvent à 33,4 millions de DKK, soit 8,8 millions de DKK de plus qu'en 2023. Les autres produits non affectés et contributions provenant de fondations privées représentent 6,8 millions de DKK. Au total, les produits non affectés s'élèvent à 161,2 millions de DKK.

Les produits affectés sont comptabilisés au fur et à mesure qu'ils sont utilisés, ce qui signifie qu'une partie de ces fonds a été collectée en 2023. De plus, une part des fonds affectés reçus en 2024 n'a pas encore été utilisée et ne sera comptabilisée comme produit qu'au fur et à mesure de son emploi. Au total, les produits affectés s'élèvent à 53,5 millions de DKK.

La part de DCA dans la collecte nationale télévisée multi-organisations *Danmarks Indsamling* s'élève à 10,2 millions de DKK.

Autres produits

Les autres produits, subventions et remboursements s'élèvent à 16,7 millions de DKK, dont 5,1 millions de DKK provenant des fonds de loterie du ministère de la Culture, 4,1 millions de DKK de remboursements de TVA, et 7,5 millions de DKK issus du Learning Lab.

Éléments financiers

Interest income, currency adjustments, etc., amounted to a net DKK 7.2 million in 2024.

Dépenses

Action humanitaire

Un total de 884,5 millions de DKK a été dépensé pour l'aide humanitaire – une augmentation de 2,0 millions de DKK par rapport à 2023. Cela souligne l'importance de notre travail dans un

monde où les crises humanitaires deviennent plus complexes et durables.

Afrique: Avec des dépenses de 426,3 millions de DKK (48 %), l'Afrique reste notre principale zone d'intervention. Dans des pays comme la République démocratique du Congo, l'Éthiopie et le Soudan du Sud, nos projets ont permis de sauver des vies et de renforcer la résilience des communautés.

Moyen-Orient et Afrique du Nord: Les crises en Libye, en Syrie, et le conflit en Palestine ont entraîné des dépenses de 167,0 millions de DKK (19 %) dans cette région.

Asie: 114,3 millions de DKK (13 %) ont été dépensés en Asie, dont 27,4 millions de DKK au Cambodge.

Autres régions: 176,9 millions de DKK (20 %) ont été utilisés dans d'autres régions, y compris pour des activités de soutien global. Avec 97,3 millions de DKK, nous sommes restés un acteur clé de la réponse humanitaire en Ukraine.

Information et collecte de fonds

La sensibilisation et l'engagement du public sont essentiels pour provoquer un changement. En 2024, nous avons consacré 86,7 millions de DKK à l'information publique et à la collecte de fonds (hors Learning Lab), incluant des campagnes, événements et la collecte paroissiale annuelle.

Les dépenses liées à la collecte de fonds et aux campagnes se sont élevées à 52,6 millions de DKK pour des activités telles que la collecte paroissiale, la gestion des magasins de seconde main et Wefood, ainsi que la campagne « Offrez une chèvre ».

De plus, 34,1 millions de DKK ont été consacrés à des activités de communication et d'information, principalement liées à des enregistrements de temps de travail. 4,5 millions de DKK ont été financés par des sources externes, dont 4,0 millions de DKK de Danida pour l'information liée aux projets, et 0,5 million de DKK de la Fondation Timbuktu pour des prix décernés à des journalistes.

Learning Lab

Les dépenses liées aux activités du Learning Lab se sont élevées à 7,6 de millions DKK en 2024, soit une augmentation de 0,9 million de DKK par rapport à 2023.

Administration

Le taux de frais administratifs pour 2024 s'élève à 5,2 %, en hausse par rapport à l'année précédente en raison de l'augmentation des coûts de personnel et d'exploitation. Cette hausse est principalement due à l'augmentation des coûts salariaux liée à un nouvel accord du secteur public sur le marché du travail danois. Nous nous efforçons constamment de faire en sorte que le maximum de fonds soit consacré directement à nos projets. En 2024, le total des coûts de personnel et de fonctionnement pour notre siège et nos bureaux pays s'est élevé à 381,7 millions de DKK. La majorité de ces coûts est financée par les programmes d'aide. Après affectation des coûts, les frais administratifs s'élèvent à 63,5 millions de DKK en 2024. DCA a reçu un total de 48,6 millions de DKK (moyenne de 5,7 %) de contributions administratives de la part des bailleurs pour la gestion des subventions reçues – soit 4,1 millions de DKK de moins qu'en 2023, où 52,7 millions de DKK (moyenne de 6,1 %) avaient été perçus.

Incertitudes et risques

Aucune incertitude n'a affecté les méthodes comptables et les méthodes d'évaluation dans les états financiers annuels. Aucun événement inhabituel n'a affecté les méthodes comptables et les méthodes d'évaluation dans les états financiers annuels.

Événements postérieurs à la date de clôture

Des événements significatifs se sont produits après la date de clôture. La décision de l'administration Trump de démanteler l'USAID devrait avoir un impact important sur les possibilités futures de financement de l'organisation par les institutions américaines.

Bien que ce changement ne devrait entrer en vigueur qu'en 2025, l'incertitude entourant l'avenir de l'aide étrangère américaine constitue déjà un risque potentiel pour les subventions en cours et à venir. Historiquement, l'organisation a reçu une part importante de ses produits institutionnels via l'USAID et des programmes connexes, et il existe un risque que les projets en cours et prévus soient affectés.

Même si cet événement n'a pas d'impact direct sur les états financiers 2024, il pourrait entraîner des ajustements dans la stratégie financière à long terme de l'organisation, notamment la nécessité de diversifier les sources de financement et de renforcer d'autres flux de produits. L'organisation suit la situation de près et est en dialogue avec les parties prenantes concernées pour évaluer les implications financières et opérationnelles.

Principes comptables

Le rapport annuel et les états financiers de DCA couvrent le siège à Copenhague, le bureau à Aarhus, les magasins de seconde main et les magasins Wefood au Danemark, ainsi que les bureaux à l'étranger.

Le rapport annuel 2024 de DCA est établi conformément aux dispositions de la Loi danoise sur les états financiers pour les entreprises de classe comptable A, avec l'option d'un rapport de gestion, et au décret ministériel n° 1701 du 21 décembre 2010 relatif aux aspects financiers et administratifs des bénéficiaires de subventions de fonctionnement du ministère de la Culture.

En 2024, la politique comptable relative aux magasins Wefood

a été modifiée, entraînant une reclassification des chiffres comparatifs pour 2023. Cette reclassification a augmenté les produits provenant de sources privées de 5,0 millions de DKK, portant le total à 210,2 millions de DKK pour 2023, et les dépenses pour information et collecte de fonds à 86,5 millions de DKK pour 2023. L'ajustement n'a aucun impact sur le résultat net.

D'autres reclassements mineurs dans le compte de résultat ont été effectués sur la base de recommandations actualisées de Le Comité Danois des Collectes de Fonds (Indsamplingsnævnet). Les chiffres comparatifs de 2023 ont été ajustés afin d'assurer la comparabilité d'une année sur l'autre.

Les autres principes comptables restent inchangés par rapport à l'année précédente.

Généralités sur la comptabilisation et l'évaluation

Les revenus sont comptabilisés lorsqu'ils sont acquis, y compris les ajustements de valeur des actifs et passifs financiers. Les charges, y compris les amortissements et dépréciations, sont également comptabilisées dans le compte de résultat. Les produits et charges sont imputés à la période à laquelle ils se rapportent.

Les transactions en devises étrangères sont converties au taux de change à la date de la transaction. Les créances, dettes et autres éléments monétaires libellés en devises étrangères qui ne sont pas réglés à la date de clôture sont convertis au taux de change en vigueur à la date de clôture. Les écarts de change entre le taux de change à la date de transaction et celui en vigueur à la date de paiement ou à la date de clôture sont comptabilisés dans le compte de résultat comme revenus ou charges financières.

Produits

Les produits se composent principalement de fonds collectés et de subventions, comptabilisés en tant que produits au moment où le montant est effectivement disponible. Pour les fonds non affectés,

le droit de disposition est transféré au moment du paiement, et pour les fonds affectés, au moment de leur utilisation.

Dépenses

Les transferts vers les actions humanitaires et projets sont considérés comme consommés et donc comptabilisés en tant que dépenses au fur et à mesure de la mise en œuvre des activités d'aide. L'utilisation réelle est déterminée à la clôture du projet.

Les dépenses liées à l'information et à la collecte de fonds comprennent les coûts de sensibilisation sur nos actions humanitaires ainsi que ceux des campagnes de levée de fonds, y compris la collecte paroissiale.

Créé en 2013, le Learning Lab se concentre sur l'innovation, la rationalisation, le renforcement des capacités et le développement des compétences au sein de DCA et des organisations membres de l'Alliance ACT. Les activités du Learning Lab comprennent des dépenses liées au développement de plateformes informatiques, à des formations, à la création de matériel pédagogique, etc. Les frais de personnel et de fonctionnement comprennent les coûts liés au personnel administratif, aux locaux, aux contrats de location opérationnelle et aux amortissements des immobilisations corporelles, etc.

Les produits et charges financiers sont comptabilisés dans le compte de résultat pour les montants relatifs à l'exercice financier. Ils comprennent les revenus et charges d'intérêts, les gains et pertes en capital ou de change - réalisés ou non réalisés - sur les titres, les dettes et opérations en devises. Les dividendes provenant des participations sont comptabilisés comme revenus au cours de l'exercice au cours duquel ils sont déclarés.

L'organisation est exonérée d'impôt sur les sociétés.

Actifs

Les terrains et bâtiments, les installations techniques et le matériel d'exploitation sont évalués au coût d'acquisition, déduction faite des amortissements cumulés. La base d'amortissement correspond au coût d'acquisition diminué de la valeur résiduelle estimée à la fin de la durée d'utilisation.

La valeur résiduelle est déterminée sur la base du coût d'acquisition. Celui-ci comprend le prix d'achat et les coûts directement attribuables à l'acquisition jusqu'à la date de mise en service de l'actif.

Les amortissements linéaires sont calculés selon les hypothèses suivantes concernant la durée d'utilisation des actifs :

Bâtiments à l'étranger: 4 à 10 ans, valeur résiduelle 0 %

Équipements et ameublement: 3 à 5 ans, valeur résiduelle 0 %

Véhicules: amortis à hauteur de 30 % de la valeur résiduelle.

Les actifs utilisés à l'étranger sont comptabilisés dans le compte de résultat en tant que dépenses de projet sur la durée de leur utilisation. Le gain ou la perte provenant de la cession d'immobilisations est calculé comme la différence entre le prix de vente net des frais de cession et la valeur comptable au moment de la vente.

Les subventions de projets à recevoir, comptabilisées comme actifs, représentent les engagements de financement reçus des bailleurs au cours de l'exercice, mais dont les fonds ne seront perçus qu'au cours de l'exercice suivant.

Les subventions de projets à recevoir sont évaluées en fonction des paiements de projet attendus, sur la base d'une évaluation individuelle de la probabilité d'obtention de la subvention pour

les projets concernés. Les créances sont évaluées au coût amorti, généralement équivalent à la valeur nominale. Cette valeur est réduite par des dépréciations pour tenir compte des pertes attendues.

Les charges constatées d'avance inscrites à l'actif couvrent des dépenses relatives à l'exercice suivant.

Les titres comptabilisés comme actifs courants sont évalués à leur juste valeur (valeur de marché) à la date de clôture du bilan.

Passifs

Les passifs sont évalués au coût amorti, généralement équivalent à la valeur nominale. Les engagements de projets comptabilisés comme passifs représentent les subventions de projets non utilisées provenant des bailleurs.

Ces engagements de projets correspondent soit à des dépenses futures liées à des projets fléchés, soit à un remboursement de la subvention au bailleur. Ils sont évalués comme la différence entre les subventions reçues et les dépenses de projet réalisées.

Indicateurs clés

Les indicateurs clés sont calculés comme suit :

Taux de frais administratifs = (frais de gestion et d'administration générale × 100) / produits totaux

Marge bénéficiaire = (résultat de l'exercice × 100) / produits totaux

Ratio de solvabilité = (fonds propres à la clôture × 100) / total de l'actif à la clôture

Ratio de liquidité = (actifs circulant × 100) / passifs à court terme

Fonds propres par rapport au chiffre d'affaires

Income statement

Compte de résultat	Note	2024	2023
Produits provenant des institutions	1	807,1	815,9
Produits provenant de donateurs privés, etc.	2	214,7	210,2
Autres produits	3	16,7	11,3
Total des produits		1.038,5	1.037,4
Aide humanitaire	4	-884,5	-882,5
Information et collecte de fonds, etc.	2	-94,3	-86,5
Charges de personnel et d'exploitation	5	-63,4	-58,1
Total des dépenses		-1.042,3	-1.027,1
Résultat avant produits financiers		-3,8	10,3
Produits financiers nets	6	7,2	11,7
Résultat net de l'exercice		3,4	22,0
Affecté aux capitaux propres		3,4	22,0
Danmarks Indsamling	7		

Bilan au 31 décembre

Actif, en millions de DKK	Note	2024	2023
Actifs immobilisés			
Immobilisations corporelles		3,9	2,2
Immobilisations financières		10,4	9,8
Fondation Timbuktu		12,0	11,6
Total des actifs immobilisés		26,3	23,6
Actifs circulants			
Subventions de projets à recevoir		519,9	337,2
Autres créances		42,7	13,9
Charges payées d'avance et produits à recevoir		2,8	3,0
Valeurs mobilières		94,8	87,9
Liquidités	8	260,6	242,8
Total des actifs circulants		920,8	684,8
Total de l'actif		947,1	708,4

Passif, en millions de DKK	Note	2024	2023
Fonds propres		178,0	174,6
Provisions et dettes à long terme			
Provisions		0,0	0,6
Fondation Timbuktu		12,0	11,6
Total provisions et dettes à long terme		12,0	12,2
Dettes à court terme			
Engagements de projets *		686,9	466,3
Acomptes reçus et produits constatés d'avance		17,2	0,0
Fournisseurs de biens et services		8,5	14,8
Autres dettes		44,5	40,5
Total dettes à court terme		757,1	521,7
Total du passif et des fonds propres		947,1	708,4

* Une part importante des subventions et engagements de projets concerne des projets devant être réalisés en 2025 et au-delà.

Éventualité, etc 9

Sûretés et garanties 10

Notes

Note 1: Produits provenant des institutions, en millions de DKK – voir le détail aux pages 29–34	2024	2023
Danida	279,8	267,5
Institutions européennes (UE, ECHO)	116,4	149,2
Institutions basées aux États-Unis (gouvernement, USAID, etc.)	128,5	147,8
Nations Unies (PNUD, UNDEF, etc.)	95,4	99,8
Autres institutions et organisations privées	187,0	151,6
Total des produits provenant des institutions	807,1	815,9

Note 2: Produits provenant de sources privées, etc., en millions de DKK – voir les détails concernant les collectes aux pages 35–36

	2024	2023
Contributions de particuliers*	71,6	71,4
Magasins de seconde main et Wefood	41,1	45,3
Collecte paroissiale**	10,3	10,9
Autres produits non affectés, partenariats d'entreprise, etc.	1,1	1,3
Collecte non affectée*	124,1	129,0
Legs	31,4	24,5
Contributions de fonds privés	4,1	3,6
Autres produits non affectés, collectes, etc	1,6	1,9
Total collecte non affectée et autres produits	161,2	159,0
Contributions de particuliers – affectées	10,9	11,1
Campagne « Offrir une chèvre »	4,5	6,3
Collecte paroissiale – Ukraine	0,0	9,8
Autres produits affectés	1,4	0,7
Collecte non affectée *	16,8	27,9
Ensemble pour l'Ukraine (collects commun/concert)	6,0	0,9
Collecte télévisée nationale – Danmarks Indsamling	10,2	7,4
Legs	2,0	0,0
Contributions de fonds privés	18,5	15,1
Collecte affectée et autres produits – total	53,5	51,3
Collecte et autres produits – total	214,7	210,3

Dépenses liées aux collectes et campagnes

Dépenses campagnes et collectes	-12,0	-12,0
Fonctionnement général des magasins de seconde main et Wefood	-28,5	-24,6
Collecte paroissiale 2024 et préparation 2025	-5,4	-5,3
Campagne "Offrir une chèvre"	-1,9	-2,1
Dépenses campagnes et collectes	-47,8	-44,0
Legs	-0,6	-0,4
Dépenses de campagne – autres revenus	-4,2	-3,6
Total dépenses campagnes et collectes	-52,6	-48,0
Communication, information et plaidoyer		
Communication et information	-29,6	-27,3
Sensibilisation publique et plaidoyer financés par des fonds externes	-4,5	-4,5
Learning Lab	-7,6	-6,7
Total communication, information et plaidoyer	-41,7	-38,5
Total dépenses campagnes, communication, etc.	-94,3	-86,5

* Le Comité de Collecte a autorisé la collecte générale

** Le Comité de Collecte a autorisé la collecte nationale

Les fonds collectés ont été utilisés conformément à l'objectif de l'organisation et font partie du travail humanitaire.

Note 3: Autres produits, en millions de DKK	2024	2023
Ministère de la culture, subventions de la loterie danoise	5,1	2,0
Autres produits, subventions et remboursements	4,1	2,7
Revenus du Learning Lab et de Fabo	7,5	6,6
Autres revenus, total	16,7	11,3

Note 4: Travaux d'aide, en millions de DKK	2024	2023
- voir spécification concernant la collecte à la page 37		
Afrique	-426,3	-410,1
Moyen-Orient et Afrique du Nord	-167,0	-203,5
Asie	-114,3	-140,6
Autres régions	-176,9	-128,3
Total de l'aide	-884,5	-882,5

Note 5: Coûts de personnel et d'exploitation, en millions de DKK	2024	2023
Frais de personnel au Danemark		
Salaires, retraites, ATP (Pension à vie), etc.	-129,4	-114,9
Assurances, développement des compétences, etc.	-7,5	-6,6
Total frais de personnel au Danemark	-136,9	-121,5
Frais d'exploitation au Danemark		
Loyer, téléphone, papeterie, affranchissement, etc.	-35,0	-32,9
Amortissements des immobilisations et équipements	-0,5	-1,1
Autres frais	-0,9	-0,7
Total frais d'exploitation au Danemark	-36,4	-34,7
Frais de fonctionnement des bureaux pays et expatriés	-208,5	-206,1
Coûts liés aux programmes et projets	318,3	304,2
Total coûts de personnel et d'exploitation	-63,5	-58,1
Nombre moyen d'employés	211	204

Note 6: Produits financiers nets, en millions de DKK	2024	2023
Revenus d'intérêts	5,2	7,3
Charges d'intérêts	0,0	0,0
Ajustements des taux de change	2,0	4,4
Total des produits financiers nets	7,2	11,7

Note 7: Collecte télévisée nationale – millions de DKK	2024	2023	2022
Part de DanChurchAid	10,0	5,0	7,1
Consommation des années précédentes	-0,6	-4,4	-7,1
Consommation de l'année en cours	-9,6	-0,6	0,0
Solde de clôture	-0,2	0,0	0,0

Note 8: Liquidités et équivalents de trésorerie	2024	2023
Dépôts bancaires au Danemark	210,1	208,7
Espèces et dépôts bancaires dans les bureaux pays	50,5	34,1
Total des liquidités	260,6	242,8
Subventions de projets à recevoir	519,9	337,2
Engagements de projet	-686,9	-466,3
Paiements anticipés et produits à recevoir	-17,2	0,0
Titres	94,8	87,9
Provision de sécurité financière	171,2	201,6

Note 9: Engagements conditionnels

DanChurchAid a conclu un contrat de location pour les bureaux de l'organisation situés au Meldahlsgade 3 à Copenhague. Le bail est non résiliable jusqu'au 1er juin 2029. L'engagement de loyer s'élève à 19,8 millions de DKK. En outre, l'organisation a conclu des baux pour des magasins de seconde main et Wefood, principalement de courte durée.

Note 10: Garanties et sûretés

En garantie de tous les soldes auprès de Danske Bank, un nantissement de 58,8 millions de DKK est constitué sur les titres.

Spécification de la note

Spécification de la note 1: Produits provenant des institutions		2024		
	EUR*	USD*	DKK	
Danida				
Subvention SPA (Accord spécial de partenariat) de Danida	30.266.411	32.851.073	225.721.092	
Subvention individuelle de Danida	7.252.649	7.872.003	54.088.864	
Total Danida	37.519.060	40.723.077	279.809.956	
Institutions européennes (UE, ECHO**)				
EuropeAid	9.288.289	10.081.482	69.270.282	
ECHO	6.314.204	6.853.419	47.090.126	
Total institutions européennes (UE, ECHO)	15.602.493	16.934.901	116.360.408	
Institutions américaines (Gouvernement des États-Unis, USAID, etc.)				
BPRM, Département d'État des États-Unis – Bureau de la population, des réfugiés et des migrations	1.693.771	1.838.414	12.631.822	
PMWRA, Département d'État des États-Unis	4.029.029	4.373.096	30.047.725	
USAID, États-Unis	11.268.940	12.231.274	84.041.593	
DRL, Département d'État des États-Unis	237.207	257.464	1.769.045	
Total institutions américaines	17.228.947	18.700.248	128.490.185	

Spécification de la note 1: Produits provenant des institutions (suite)	2024		
	EUR*	USD*	DKK
Nations Unies (PNUD, UNDEF, etc.)			
OCHA. Bureau de la coordination des affaires humanitaires de l'ONU	8.299.401	9.008.146	61.895.345
PNUD. Programme des Nations Unies pour le développement	332.911	361.340	2.482.784
HCR. Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés	407.146	441.915	3.036.417
UNICEF. Fonds des Nations Unies pour l'enfance	496.693	539.109	3.704.242
UNOPS. Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets	2.702.059	2.932.807	20.151.437
PAM. Programme alimentaire mondial	154.449	167.638	1.151.850
ONU Femmes	9.654	10.478	71.995
FNUAP. Fonds des Nations Unies pour la population	-6.711	-7.284	-50.051
UNRWA. Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient	157.369	170.808	1.173.628
OIM. Organisation internationale pour les migrations	245.671	266.650	1.832.167
Total Nations Unies (PNUD, UNDEF, etc.)	12.798.641	13.891.607	95.449.814
Autres institutions et organisations privées			
FCDO. Bureau des affaires étrangères, du Commonwealth et du développement. Royaume-Uni	3.098.135	3.362.707	23.105.299
Irish Aid. Ministère des affaires étrangères et du commerce. Irlande	510.462	554.054	3.806.928
NORAD. Agence norvégienne de coopération pour le développement. Norvège	571.161	619.936	4.259.610
DDC. Direction du développement et de la coopération. Suisse	702.702	762.711	5.240.619
ASDI. Agence suédoise de coopération internationale pour le développement. Suède	1.627.501	1.766.485	12.137.592
MFAT. Ministère des affaires étrangères et du commerce. Nouvelle-Zélande	358.414	389.022	2.672.984
UICN. Union internationale pour la conservation de la nature. Suisse	112.110	121.684	836.096
ACF. Action Contre la Faim	9.777	10.611	72.912
ACT. Action des Églises unies	-1.373	-1.491	-10.243
CWS. Plaidoyer ACT	890	966	6.639

Spécification de la note 1: Produits provenant des institutions (suite)	2024		
	EUR*	USD*	DKK
ITF, Amélioration de la sécurité humaine, Slovénie	-4	-5	-33
ACT, Action des Églises unies, Suisse	907	985	6.765
BfW, Pain pour le Monde, Allemagne	122.564	133.030	914.057
CA, Christian Aid, Royaume-Uni	636.165	690.492	4.744.397
CoS, Coordinateur ACT, Ouganda	985.435	1.069.588	7.349.186
Diakonie Katastrophenhilfe, Allemagne	1.230.830	1.335.939	9.179.297
FinnChurchAid, Finlande	4.987	5.412	37.189
Fédération luthérienne mondiale (LWF), Suisse	3.298	3.580	24.598
Norwegian Church Aid, Norvège	7.095.199	7.701.108	52.914.632
HEKS/EPER, Aide des Églises suisses, Suisse	1.407	1.527	10.491
Rural Action Community Based Organization, Ouganda	924	1.003	6.890
Église de l'Ouganda, ACT, Ouganda	925	1.004	6.897
Mission évangélique luthérienne finlandaise, Finlande	3.893	4.225	29.031
Diakonia Sweden, Suède	2.781	3.019	20.741
Lutheran Development Services, ACT, Zimbabwe	618	671	4.609
MEDRA, Agence méthodiste de développement et de secours, Zimbabwe	13.443	14.591	100.257
ECLF, Forum œcuménique des leaders d'Église, Zimbabwe	921	1.000	6.871
HIA, Hungarian Interchurch Aid, Hongrie	81	88	606
ECMY-DASSC, Commission pour le développement et les services sociaux de l'Église évangélique Mekane Yesus, Éthiopie	132.161	143.447	985.629
ZCC, ACT, Zimbabwe	922	1.000	6.873
Cordaid, Pays-Bas	458.736	497.911	3.421.163
Église presbytérienne, États-Unis	-365	-397	-2.725
Kerk in Actie, Pays-Bas	99.685	108.198	743.430

Spécification de la note 1: Produits provenant des institutions (suite)	2024		
	EUR*	USD*	DKK
CLWR, Integrated Emergency Response, Canada	436.601	473.886	3.256.087
CARE, Allemagne	-7.861	-8.532	-58.623
Episcopal Relief and Development, États-Unis	17.698	19.209	131.987
Trócaire, Irlande	-52	-57	-391
The BOMA Project, États-Unis	562.538	610.577	4.195.302
Norwegian Refugee Council, Norvège	615.389	667.941	4.589.451
GRET, France	718	779	5.355
All We Can, Secours et Développement Méthodiste, Danemark	46.163	50.105	344.271
iMMAP, France	40.277	43.717	300.379
IOCC, États-Unis	-946	-1.027	-7.054
ADRA, Liban	18.939	20.556	141.240
Save the Children, Italie	1.540.757	1.672.333	11.490.667
Save the Children, Ukraine	295.637	320.883	2.204.804
Corus International, Liban	46.075	50.010	343.618
IRUSA, Islamic Relief USA	586.620	636.715	4.374.898
Chemonics International, États-Unis	115.685	125.564	862.756
Open Society Foundations, États-Unis	202.553	219.851	1.510.603
Stiftung Auxilium, Suisse	11.223	12.182	83.700
The Trust Fund for Victims, Pays-Bas	194.984	211.636	1.454.157
WWM, World Without Mines, Suisse	148.245	160.905	1.105.585
Rockefeller Philanthropy Advisors, États-Unis	88.465	96.020	659.755
PATRIIP Foundation, Allemagne	552.865	600.078	4.123.163
DAI, Development Alternatives Incorporated, Royaume-Uni	-1.287	-1.396	-9.595
WRI, World Resources Institute, États-Unis	66.520	72.201	496.094

Spécification de la note 1: Produits provenant des institutions (suite)		2024		
	EUR*	USD*	DKK	
Naxa (GSMA Foundation), Népal	27.984	30.374	208.701	
Muni University, RETI, Ouganda	576.361	625.580	4.298.386	
ECF, European Climate Foundation, Pays-Bas	38.749	42.058	288.980	
Carrot Aid, Danemark	13.628	14.792	101.636	
Globalt Fokus, Danemark	22.493	24.414	167.751	
CISU, Civil Society in Development, Danemark, voir note ci-dessous 1)	3.452	3.747	25.747	
Conseil danois pour les réfugiés, Danemark	782.670	849.508	5.837.005	
DM-Aid	60.339	65.492	450.000	
Go-Global, Cambodge, Népal, Malawi & Zambie	136.029	147.646	1.014.479	
GFCCC, Global Food Cold Chain Council	54.028	58.642	402.933	
Total autres institutions et organisations privées :	25.078.831	27.220.489	187.033.115	
Total des produits provenant des institutions :	108.227.973	117.470.322	807.143.478	

* Les montants en EUR et USD sont donnés à titre indicatif.

** ECHO - Protection Civile et Operations d'Aide Humanitaire Européennes

Note relative à CISU, Société civile pour le développement, DKK		2024
Aborder la question de la protection des défenseurs des droits humains (DDH), en particulier des femmes et des Dalits, dans le Karnali, Népal – ADHIKAR II		
Réf. CISU : 21-3530-CSP-RI		
Fonds de subvention non utilisés en début d'année		25.746,70
Subventions versées par CISU durant l'exercice		0,00
Fonds reçus durant l'exercice – total		25.746,70
Transféré aux partenaires durant l'exercice	0,00	
Consommé au Danemark durant l'exercice	0,00	
Montant audité	25.746,70	
Dépenses totales de l'exercice 1)		25.746,70

Spécification de la note 2: Produits provenant des donateurs privés, etc. (collecte), en DKK	2024	2023
Détail des activités de collecte de fonds		
Contributions de citoyens privés	71.606.311	71.352.276
Magasins de seconde main et Wefood	41.116.420	45.289.309
Collecte paroissiale	10.256.034	10.871.930
Autres produits non affectés, partenariats d'entreprise, etc.	1.105.374	1.375.385
Collecte non affectée - Total	124.084.139	128.888.900
Contributions de citoyens privés, affectées	10.838.873	11.071.830
Campagne "Offrir une chèvre" (Give A Goat)	4.515.697	6.336.465
Collecte paroissiale - Ukraine	4.932	9.792.305
Autres produits affectés	1.416.548	686.591
Collecte affectée - Total	16.776.050	27.887.191
Collection, total	140.860.189	156.776.091

Spécification de la note 2: Produits provenant des donateurs privés, etc. (collecte), en DKK (suite)	2024	2023
Dépenses de collecte de fonds et de campagnes		
Dépenses de collecte et de campagnes – fidélisation des donateurs, développement des relations, etc.	-12,002,594	-11,944,850
Fonctionnement général des magasins de seconde main et Wefood – logistique, création et déménagement de magasins, etc.	-28,462,588	-24,631,506
Collecte paroissiale 2024 – dépenses de campagne et préparation 2025	-5,431,002	-5,305,663
Campagne « Offrir une chèvre » (Give a Goat) – recherche et développement, logistique, publicité, etc.	-1,870,547	-2,091,337
Total des dépenses de collecte et de campagnes	-47,766,731	-43,973,356
Résultat des activités de collecte	93,093,458	112,802,735

Les fonds collectés ont été utilisés à l'objectif de l'organisation et font partie du travail d'aide humanitaire.

Pour les collectes affectées, veuillez consulter le livret de spécifications séparé Spécification de l'état financier.

Spécification de la note 4: Actions d'aide, en DKK	2024	2023
Spécification des dépenses liées aux actions d'aide		
Transferts aux partenaires	317.358.780	306.585.341
Coûts des projets auto-mis en œuvre	134.652.976	186.539.563
Aide matérielle	82.153.137	39.821.743
Autres coûts	39.379.459	41.485.353
Coûts administratifs locaux	48.973.343	48.606.569
Coûts de mise en œuvre et dépenses salariales du personnel local	262.003.109	259.456.431
Total des actions d'aide	884.520.804	882.495.000



DanChurchAid
Meldahlsgade 3, 3 & 4 sol
1613 Copenhagen V
Danemark

Téléphone +45 3315 2800
mail@dca.dk
www.danchurchaid.org
www.nødhjælp.dk